



FRANCE - Revenu de base, Garanti économique générale, PNSI, Salaire minimum socialisé, Salaire au besoin, Garantie d'emploi ou Salaire à vie, que choisir ?

Par [Dominique Muselet](#)

Mondialisation.ca, 26 juin 2021

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

A l'approche des élections présidentielles françaises, on voit fleurir toutes sortes de propositions destinées :

- soit à pallier l'appauvrissement des populations que provoque le capitalisme arrivé à son stade extrême communément appelé néo-libéralisme,
- soit à corriger certains effets pervers du capitalisme, sans remettre le système en question dans son ensemble,
- soit à transformer de fond en comble la société en se débarrassant du système de production capitaliste qui détruit la planète et les êtres qui l'habitent.

C'est que l'heure est grave. Tout le monde sent bien qu'on ne peut pas continuer comme cela. Le capitalisme est un système dément qui détruit tout sur son passage au seul nom du profit à court terme. C'est une folie qui doit cesser au plus vite. Le problème, c'est que ce n'est plus seulement un système économique comme un autre, c'est devenu une véritable idéologie qui s'est emparée de tous les aspects de notre vie, même intérieure et de toutes nos relations. La plupart des gens, ne peuvent même plus imaginer une autre manière de vivre, tant l'exploitation des humains et de la nature pour en faire des marchandises, des machines à générer du profit est devenue une chose naturelle. Ils ne songent pas plus à remettre en question les fondements du capitalisme qu'autrefois les fondements de la religion.



Tout le monde veut changer cela mais certains, les plus nombreux pour le moment, croient qu'on peut encore contrôler les effets pervers du capitalisme. Ils le croient parce que comme dit Frédéric Lordon dans son livre « [Figures du communisme](#) » le capitalisme a été utile en ses débuts, en favorisant le développement économique et technologique. Et ils sont restés sur cette idée. Ils ne peuvent pas admettre qu'un système qui a eu son utilité, puisse se retourner contre eux. Ils ne comprennent pas qu'il est impossible de réformer, de moraliser un système dont la seule morale est le profit, un système qui a envahi toute la planète comme une plante invasive empoisonnée et qui tourne à plein régime pour le plus grand bonheur des puissants de ce monde qui sont devenus, à force d'accumulation capitalistes, les propriétaires de notre terre et qui se moquent bien des conséquences de leurs activités du moment qu'elles rapportent.

Les propositions reflètent les différentes perceptions du capitalisme, certaines se contentent d'atténuer la violence du capitalisme, d'autres tentent d'en corriger les aspects les plus délétères, et d'autres enfin proposent une société alternative pour sortir au plus vite d'un système délétère qui repose sur l'exploitation et la destruction de notre planète et de tout ce qui y vit.

Premier niveau de conscience : le revenu de base

Le premier niveau de perception du capitalisme a engendré notamment le **Revenu de base** que désormais tout le monde connaît car il fait consensus dans toutes les classes sociales du fait qu'il s'apparente à un revenu minimum qui combat l'extrême pauvreté sans remettre en question le système capitaliste, je dirais même au contraire...

Dans cette proposition élaborée par Frédéric Lutaud, un SMIC socialisé inconditionnel serait versé à tous et toutes à partir de 18 ans par la sécurité sociale, comme les allocations familiales, mais il ne serait pas cumulable avec les salaires/revenus existants. Le coût pour la sécu serait d'environ 70 milliards et il serait financé par une légère hausse de la cotisation sociale, qui serait à la charge du Capital.

Cette proposition, toute intéressante qu'elle soit, présente trois écueils, probablement insurmontables dans le système actuel :

- Le Capital ne sera jamais d'accord pour augmenter la cotisation sociale qu'il essaie de détruire depuis qu'elle a été mise en place ;
- La proposition nécessiterait un peu de protectionnisme et donc une sortie de l'UE, cette citadelle du néolibéralisme, ce qui n'est pas à l'ordre du jour ;
- En général, les gens n'aiment pas l'idée que d'autres puissent toucher le même salaire qu'eux sans travailler.

3. **La garantie d'emploi** proposée par Pavlina R. Tcherneva

« L'idée qu'il existerait une loi naturelle empêchant les hommes d'avoir un emploi, qu'il serait "imprudent" d'employer des hommes et qu'il serait financièrement "sain" de maintenir un dixième de la population dans l'oisiveté pour une durée indéterminée est d'une incroyable absurdité. Personne ne peut croire à cela s'il n'a pas eu la tête bourrée de bêtises pendant des années » a écrit Keynes.

C'est sur cette idée que s'appuie la Garantie d'emploi. Elle fait partie, aux Etats-Unis, de la plateforme de Bernie Sanders, le Green New Deal, qui vise à la fois la relance économique, la transformation de l'économie et la transition écologique. En France la mesure est portée par le think tank [Intérêt général](#) (Judith Bernard, Bernard Cassen, Charlotte Girard, Miche Husson, Jean Ziegler, etc.) et par la FI ([Danièle Obono](#)), à partir de l'expérience « [Territoires zéro chômeurs de longue durée](#) ».

Pour Pavlina R. Tcherneva, l'Etat doit jouer le rôle d'employeur en dernier ressort. Il doit proposer à toutes les personnes privées d'emploi un emploi décent, c'est-à-dire bien rémunéré et de bonne qualité (pas un bullshit job).



Source de l'image : [Le nouvel Économiste](#)



Comme dans l'expérience française « Territoires zéro chômeurs de longue durée » ces emplois ne devraient pas rentrer en concurrence avec le privé, ni le public, pour ne pas désorganiser le tissu économique local, mais ils devraient couvrir des besoins non couverts généralement parce qu'il ne serait pas rentable de le faire. Il y en a énormément, notamment dans le domaine de l'écologie et du soin à la personne. Le travail est illimité.

Cette proposition qui suscite l'enthousiasme de Romaric Godin : « [La garantie d'emploi, un outil au potentiel révolutionnaire](#) » parce que, selon lui, elle modifierait en profondeur le rapport de force entre le capital et le travail, me paraît la plus réalisable dans le contexte du système capitaliste. D'abord parce qu'elle vient des Etats-Unis, ensuite parce qu'elle règle le problème du chômage sans s'attaquer à la propriété privée des moyens de production ni aux revenus du Capital. Elle suscitera toutefois l'opposition des puissances d'argent car la menace du chômage permet au Capital de tenir en respect les travailleurs et de baisser leurs salaires. Cependant le coût économique et social du chômage pourrait devenir si intolérable que les propriétaires capitalistes soient obligés d'accepter une proposition de cette nature.

Troisième niveau de conscience

Pour illustrer le 3^{ème} niveau de perception, le niveau le plus radical, je prendrai trois exemples : le salaire au besoin, le Salaire à vie et la Garantie Economique Générale.

1. Le salaire au besoin

C'est une expérience inédite que ses auteurs ont été conduits à mener sous la pression des circonstances qui nous est relatée par [Bastamag](#).

Un des salariés d'une coopérative boulangère où tout le monde touche le même salaire, demande une augmentation car ses enfants doivent aller à l'université et avec son salaire, il n'a pas les moyens de les y envoyer. Le Collectif se réunit et décide de lui donner une augmentation de 500€ et de à deux autres salariés qui ont le même problème.

Pour pouvoir payer ses salaires, la coop élargit ses horaires d'ouverture et fait un bond conséquent de chiffre d'affaire.

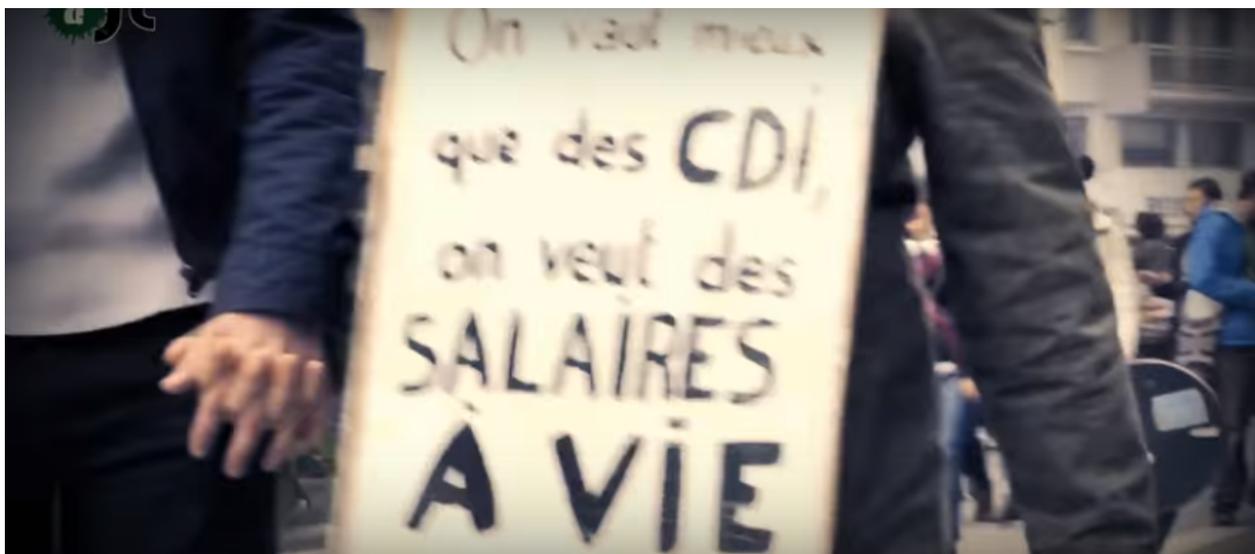
La nouvelle inégalité de salaire et l'augmentation de la charge de travail poussent le Collectif, globalement très satisfait de l'expérience, à officialiser, au bout de six mois, la formule en mettant au point une nouvelle grille des salaires prenant en compte l'âge, le nombre d'enfants, la situation parentale.

Cette expérience soulève beaucoup de questions intéressantes : que doit rémunérer le salaire : La stricte part de l'effort productif ? Ou bien doit-il intégrer les conditions sociales d'existence du travailleur ?

Le salaire au besoin et le fonctionnement général de la Coopérative se situent résolument dans une optique non capitalisme. L'expérience n'a été possible que parce que la Coop est petite et fonctionne horizontalement. Il est évident qu'un tel fonctionnement ne pourrait pas être étendu à toutes les entreprises sans sortir du capitalisme.

2. Le salaire à vie et la Garantie économique

Comme l'explique Damien Astier, le **salaire à vie**, théorisé par Bernard Friot, « propose une déconnexion entre salaire et emploi, chaque travailleur recevant dès la majorité un salaire le reconnaissant comme producteur de valeur, une valeur non capitaliste. Le système repose sur l'extension de la socialisation de la valeur ajoutée, par le système de cotisation tel qu'introduit par la sécurité sociale en France.



Pour s'affranchir des angles morts ou sensibles de la proposition (qui de la formation des prix ? quid de la décision des justes niveaux de salaire et de leur évolution), Lordon simplifie

*l'idée en posant, déjà, le principe d'une **Garantie Economique Générale**, forme de « salaire » ou dotation de base à caractère inconditionnel : partant, les entreprises qui auront besoin d'employer le feront nécessairement à de meilleures conditions pour les salariés, le chantage à la survie étant supprimé. Reste pour ces propositions la question des renoncements nécessaires et souhaitables aux superflus insoutenables de notre société de consommation actuelle, et l'organisation macro-économique (le capitalisme coordonne mal, dangereusement, inhumainement les activités, mais il coordonne). »*

Ces deux propositions présupposent une sortie du Capitalisme que Lordon qualifie de barbarie et l'instauration d'un système communiste dans une société libérée des employeurs, des prêteurs et des actionnaires.

Conclusion

Le célèbre écrivain français, Michel Houellebecq, a publié, sur le site anglais Unherd, un article « [The narcissistic fall of France](#) », dont voilà quelques extraits :

« Ce qui semble le plus extraordinaire dans la fureur qui a suivi la [Tribune des généraux](#), c'est que si peu de gens ont remis en question le postulat de la lettre, – à savoir que la France est sur le point de s'effondrer ».

« Non, nous n'avons pas vraiment affaire à un "[Suicide français](#)" – pour citer le titre du livre d'Éric Zemmour, – mais à un suicide occidental ou plutôt à un suicide de la modernité... »

« Ce qui est spécifiquement, authentiquement français, c'est la conscience de ce suicide. »

« ...[L]a conséquence inévitable de ce que nous appelons progrès (à tous les niveaux, économique, politique, scientifique, technologique) est l'autodestruction. »

Oui, la situation est grave, il nous faut sortir au plus vite du système capitaliste, qui est une économie de prédation bâtie sur l'idéologie mensongère du progrès et de la croissance infinis, et dont l'objectif n'est pas le bien commun mais l'enrichissement d'une petite minorité de propriétaires privés des moyens de production et de leur clientèle, politique ou autre, aux dépens de l'humanité et de la planète-mère. Il nous faut tourner le dos à ce système, et construire, ensemble, la société de nos rêves.

Dominique Muselet, 15 juin 2021

Cet article a été publié initialement sur le site Salaire A Vie: salaireavie.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dominique Muselet](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : **Dominique Muselet**

A propos :

Dominique Muselet a passé la première partie de sa vie dans le Nord de la France. Après des études universitaires, elle a enseigné quelques années en Collège, avant de passer dans le monde de l'entreprise, à différents postes de direction. Elle a vécu dans plusieurs pays étrangers : Cameroun, Canada, Inde, Palestine/Israël, Mexique. Ces séjours prolongés dans des pays pour beaucoup soumis à l'impérialisme occidental, l'ont aidée à mieux comprendre les rapports de force géopolitiques. La tragédie que vivent les Palestiniens et leur lutte pour la liberté l'ont particulièrement touchée. Depuis qu'elle est revenue s'installer en France à Paris, elle s'efforce de partager sa large expérience économique, politique, géopolitique et spirituelle à travers ses traductions et ses articles.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca